

Appropriation des manières de dire, des consignes et des prescriptions institutionnelles et médiatiques

Journée d'étude - 3 février 2017

Coordonnée par Caroline Ollivier-Yaniv

Le travail institutionnel et la mise en œuvre des politiques publiques reposent pour une bonne part sur la verbalisation de l'individualisation des responsabilités, sous la forme d'injonctions, de consignes ou de prescriptions adressées aux individus en vue du développement de l'auto-contrôle.

Lors de cette journée, on s'attachera à explorer les appropriations des consignes et des normes que les dispositifs institutionnels formulent et mettent en circulation. A partir de situations diversifiées, qui n'en tracent pas moins les contours d'une société du risque et de la prévention, il s'agira donc de questionner non pas ce que ces discours font aux acteurs sociaux, mais au contraire ce que les acteurs sociaux font de ces messages, des consignes, des recommandations et des normes qu'ils véhiculent.

Matinée – 10h30-12h30

- Introduction

C. Ollivier-Yaniv, professeure en sciences de l'information et de la communication à Université Paris-Est Créteil, co-directrice du Céditec (E.A. 3119).

- Morale « éco-citoyenne », rapports de classe et (dé)politisation du quotidien

Jean-Baptiste Comby, sociologue, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, CARISM (E.A. 2293), IFP-Université Paris 2 Panthéon-Assas.

Les prescriptions comportementales véhiculées à la faveur de l'individualisation des problèmes publics font l'objet d'appropriations dont les coûts matériels et les rendements symboliques sont socialement différenciés. L'essor depuis une dizaine d'années des injonctions « éco-citoyennes » offre un terrain empirique fécond pour étudier comment, derrière la valorisation et la circulation inégales des normes de comportements, se jouent des rapports de classe feutrés. Mettre au jour ces luttes normatives aide à ne pas confondre les dispositifs néolibéraux qui enjoignent tout un chacun à prendre en main la résolution des dysfonctionnements et les pratiques militantes qui cherchent à faire du privé un lieu du politique. Ce faisant, se pose à nouveaux frais la question des formes de (dé)politisation du quotidien.

- Résister au quotidien : formes d'appropriations et d'oppositions aux discours institutionnels prônant la prévention et le dépistage des cancers chez les femmes.

Coralie Pereira da Silva, doctorante en sciences de l'information et de la communication, Céditec (E.A. 3119), Université Paris-Est.

Prenant en considération les discours institutionnels de recommandation sur la prévention et le dépistage des cancers, la communication a pour but de s'intéresser au devenir de ces discours lorsqu'ils sont confrontés au quotidien des femmes sur le long terme. Comment se construit le positionnement des femmes face aux normes véhiculées par ces recommandations ? A quelles représentations/croyances sont-ils confrontés ? A partir d'une étude en cours sur la base d'un corpus constitué d'entretiens menés auprès de femmes habitant des quartiers populaires d'Ile-de-France et de contributions issues de la plateforme en ligne de concertation citoyenne sur le dépistage du cancer du sein, il s'agit d'appréhender l'appropriation en mettant en évidence ses formes d'expression et les facteurs intervenant dans sa construction. Entre conformisme, adhésion et opposition, la diversité des positionnements adoptés rend finalement compte d'une réception multiple et non homogène que nous proposons d'interpréter au prisme de la résistance.

- Discussion

Après-midi – 14h-16h30

- Dire sa maladie et ses façons de vivre avec la maladie dans un dispositif de e-santé

Anne Mayère, professeure en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paul Sabatier Toulouse 3, chercheure au CERTOP (UMR CNRS 5044), directrice adjointe de l'IFERISS – Institut Fédératif d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires Santé et Société.

Les discours qui promeuvent les dispositifs de e-santé mettent en avant les avancées projetées pour les patients – plus communément désignés dans ces discours comme « Le patient » - en termes d'autonomie et d'*empowerment*, en complément des gains attendus en termes de réduction des budgets de santé et de suivi amélioré des pathologies chroniques. L'analyse d'entretiens semi-directifs menés auprès de patients recrutés pour l'expérimentation clinique d'un tel dispositif permet d'identifier diverses modalités conçues par ces patients pour se conformer, se confronter ou composer avec les manières de dire qu'autorise un tel dispositif, et avec les prescriptions des façons de vivre avec la maladie dont il constitue un porte-parole. La notion de travail de santé de Strauss (1992) avec ses différentes dimensions permet de spécifier les délimitations du dire portées par un tel dispositif. Les territoires et formes d'autorité et d'auteurité des différents actants (Jolivet, 2011 ; Mayère, 2013 ; Mayère, Grosjean 2016) sont matérialisés dans des configurations qui s'avèrent plus conforter les assignations pré-existantes que les faire évoluer. Les injonctions équipées du dire selon des formats médiatisés et du faire avec la maladie, interrogent sur la façon usuelle de penser la précarité, au sens où tout patient est potentiellement confronté à une fragilisation du rapport à soi et aux autres. Avec ces prescriptions équipées du dire et de l'interagir qui ignorent les différenciations sociales du rapport au corps, à la maladie et aux normes (Bolstanski, 1971), et qui délimitent l'expression possible des émotions, la question se pose d'un transfert de la charge du reste-à-dire sur les patients, leurs proches, et les professionnels de santé en proximité immédiate ou médiatisée, et de formes nouvelles ou renouvelées d'inégalités en la matière.

- Perception et discussion des consignes de prévention du VIH/sida : la PrEP, une norme impossible ? Observation de discussions sur un groupe Facebook dédié à la PrEP.

Cécile Loriato, doctorante en sciences de l'information et de la communication, Céditec, Université Paris-Est.

La PrEP (Prophylaxie Pré-Exposition) consiste en la prise d'un traitement antirétroviral par une personne séronégative avant et après un rapport sexuel à risque. Elle est proposée comme moyen de prévention du VIH/sida, en complément du préservatif et du dépistage. En effet, des études ayant montré que l'utilisation du préservatif est en baisse depuis quelques années, la PrEP peut être un outil efficace pour palier l'augmentation du nombre de nouvelles contaminations chez les publics à risque, et notamment chez les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH). Cependant, le fait de préférer un médicament en prévention plutôt qu'un comportement responsable, semble poser problème au sein de la population générale, mais aussi au sein de la population homosexuelle. De plus, le préservatif étant considéré, jusqu'à très récemment, comme le seul moyen connu efficace pour lutter contre le VIH, il constitue la norme de prévention dominante. Comment la PrEP comme préconisation dans le cadre de la prévention combinée du VIH/sida est-elle perçue et discutée ? En quoi les arguments qu'on lui oppose peuvent-ils être le reflet de la réprobation de comportements et pratiques sexuelles de populations stigmatisées dans la société en général et même par une partie de la population homosexuelle ? Malgré les preuves de son efficacité et de sa nécessité, la PrEP est-elle une norme impossible ? L'observation de discussions sur un groupe Facebook dédié à la PrEP a permis de montrer que la question de la normalisation de la PrEP est étroitement liée à la prédominance d'une conception individualiste et conservatrice de la société : les discours observés révèlent une forte injonction à la responsabilisation des individus, des réticences dans l'intervention financière de l'État, ainsi que la stigmatisation des comportements déviants.

- L'accompagnement des chômeurs : entre injonction et barrage à la subjectivité.

Marc Glady, maître de conférences en sociologie à l'Université Paris-Dauphine, chercheur à l'IRISSO (UMR 7170).

Dans la société contemporaine, la généralisation d'une norme d'individualisation signe l'injonction faite à l'individu de développer lui-même les conditions d'une intégration sociale, qui n'est plus donnée par les grandes appartenances institutionnelles. La réflexivité biographique et la capacité de développer un projet de soi sont au cœur de ces nouvelles formes de socialisation. Dans le domaine de l'emploi, le développement par la loi d'une offre de conseil en évolution professionnelle manifeste l'objectif explicite de faire progresser le niveau d'autonomie des salariés en accompagnant leurs projets de repositionnement professionnel. Les sociologues soulignent toutefois l'ambiguïté de cet appel à la subjectivité, qui peut conduire à assujettir le bénéficiaire au nom du soutien à son autonomie. Explorant cette hypothèse, l'article donne à voir les effets pervers d'un encadrement instrumental de la réflexivité biographique du sujet. À travers l'analyse des pratiques discursives saisies dans deux dispositifs d'accompagnement différenciés, il montre que la référence au principe de réalité fonctionne comme un outil de conduite des interactions qui barre l'accès tant à l'exploration subjective qu'aux dynamiques intersubjectives de la relation.

(A partir du numéro de *Langage et Société*, « Parler face aux institutions. La subjectivité empêchée », Glady M. et Vandeveld-Rougale A. (dir.), n°158, 2016)

Accès Cairn : <http://www.cairn.info/revue-langage-et-societe-2016-4-page-9.htm>